



Entre protestation et conquête du pouvoir : l'AfD à l'approche des élections régionales à l'Est

Jeanette SÜß

► Points clés

■ L'AfD s'impose comme la première force politique dans les *Länder* de l'Est. Avec une possible première accession d'un parti d'extrême droite à la tête d'un exécutif régional, en Saxe-Anhalt, l'AfD n'est plus seulement perçue comme un parti de protestation mais comme une force politique capable de gouverner.

■ Former des majorités stables devient de plus en plus compliqué étant donné qu'aucun autre parti politique ne souhaite entrer en coalition avec l'AfD.

■ La CDU pourrait également être amenée à revenir sur sa décision d'exclure toute collaboration avec le parti de gauche radicale, Die Linke, qui pourrait jouer un rôle charnière lors de ces élections.

■ Ces élections ont des répercussions qui dépassent largement les trois *Länder* concernés. Une victoire de l'AfD serait perçue comme un signal politique majeur par les partenaires européens de l'Allemagne et comme un échec personnel du chancelier Friedrich Merz et de sa coalition CDU-SPD.

Introduction

Les élections régionales du 6 septembre en Saxe-Anhalt et du 20 septembre 2026 à Berlin et au Mecklembourg-Poméranie-Occidentale ont une forte portée fédérale. Elles constitueront un test de crédibilité pour la coalition actuelle composée de l'Union chrétienne-démocrate d'Allemagne (CDU) et du Parti social-démocrate d'Allemagne (SPD) du chancelier Friedrich Merz.

L'Alternative pour l'Allemagne (AfD) n'est plus uniquement une force politique propre à l'Est de la République fédérale. Alors que le parti se situait déjà autour de 20 % lors des récentes élections régionales dans le Bade-Wurtemberg et en Rhénanie-Palatinat, ainsi qu'au niveau fédéral en 2025, les sondages actuels créditent le parti d'extrême droite d'un score proche de la barre des 30 % au niveau national¹. Toutefois, c'est dans les *Länder* de l'ancienne République démocratique allemande (RDA) que le parti demeure le plus fortement implanté et que son potentiel de progression paraît le plus important². Lors des dernières élections fédérales, l'écart entre les deux parties du pays a atteint une vingtaine de points, et la carte des circonscriptions gagnées dessine encore presque exactement les contours de l'ancienne RDA.

Depuis son entrée dans les parlements régionaux à l'Est en 2014, puis en 2016, l'AfD a progressivement consolidé son électorat tout en radicalisant son positionnement politique, évoluant notamment, depuis la crise migratoire de 2015, vers un parti populiste de plus en plus ouvertement d'extrême droite. Le parti a pu s'appuyer sur des milieux contestataires et d'extrême droite déjà existants comme le Parti national démocrate d'Allemagne (NPD) ou d'autres petits groupuscules radicaux³. Dès 2019, l'AfD s'est imposée comme une deuxième force durable dans plusieurs *Länder* de l'Est avec une influence notable de Björn Höcke, chef de la fédération thuringeoise et fondateur de « l'Aile » (« *der Flügel* »), la branche ethno-nationaliste de l'AfD⁴. Alors que « l'Aile » a été dissoute, ce courant n'a jamais vraiment cessé de jouer un rôle mobilisateur de radicalisation⁵.

1. « Neueste Wahlumfragen im Wahltrend zur Bundestagswahl » [Derniers sondages électoraux publiés par « Wahltrend » concernant les élections au Bundestag], Dawum, disponible sur : <https://dawum.de>.

2. Cela est toutefois actuellement contesté par un camp défendant l'AFD, comme Steffen Mau et d'autres observateurs politiques, qui récuse cette distinction. Voir par exemple : C. Endt, « Die AfD ist kein Ostproblem » [L'AfD n'est pas un problème propre à l'Est], *Die Zeit*, 19 août 2026, disponible sur : www.zeit.de.

3. P. Maurice, « Trente-cinq ans après la chute du mur de Berlin. À l'Est quoi de nouveau ? », *Briefing de l'Ifri*, Ifri, 7 octobre 2024, disponible sur : www.ifri.org.

4. V. Dubslaff, « La montée en puissance de l'extrême droite : l'AfD et le choix de la radicalité », *Notes du Cerfa*, n° 184, Ifri, février 2025, p. 10, disponible sur : www.ifri.org.

5. F. Decker, « Etappen der Parteigeschichte der AfD » [Les étapes de l'histoire de l'AfD], Bundeszentrale für politische Bildung, mai 2026, disponible sur : www.bpb.de.

L'essor de l'AfD à l'Est : de parti protestataire à force politique dominante

L'implantation de l'AfD ne relève pas seulement d'un vote de protestation. Elle s'appuie sur un décalage structurel persistant sur le plan socio-économique et culturel. Le produit intérieur brut (PIB) par habitant de l'Est demeure nettement inférieur à celui de l'Ouest, les salaires et les patrimoines accusent toujours un retard, le chômage y reste structurellement plus élevé malgré sa diminution constante, et pratiquement aucun grand groupe coté au DAX n'a installé son siège à l'Est. Les Allemands de l'Est occupent une part des positions dirigeantes dans l'administration, la justice, les universités et l'économie qui reste nettement inférieure à leur poids démographique, de l'ordre d'un cinquième de la population, ce qui nourrit un sentiment de sous-représentation⁶.

L'AfD transforme ce déficit en ressource politique. En se présentant comme la voix des « petites gens » et *anti-establishment* face à des élites ouest-allemandes jugées lointaines, elle capte le sentiment d'une citoyenneté de « deuxième rang » et revendique le statut de « parti de rassemblement » (*Volkspartei*) que la CDU et le SPD ont progressivement perdu dans ces régions, dorénavant considérées par l'AfD comme « anciens partis » (*Altparteien*). Le choc de la transformation après la chute du Mur, la désindustrialisation et l'émigration vers l'Ouest, notamment des jeunes femmes qualifiées, ont laissé une trace durable. Beaucoup d'Allemands de l'Est se considèrent comme les « perdants de la réunification », des laissés-pour-compte d'un processus piloté depuis l'Ouest⁷. Or, l'électorat de l'AfD ne regroupe pas seulement des personnes à faible revenu, mais comprend également des couches sociales moyennes, des salariés du Mittelstand, des ouvriers qualifiés et des personnes qui craignent une diminution de leur pouvoir d'achat⁸. Ainsi, l'AfD occupe aujourd'hui la place autrefois tenue par Die Linke, celle du porte-voix protestataire de l'Est, qui s'est affaiblie entre ses participations aux gouvernements régionaux et ses positions sociétales jugées trop libérales. En outre, l'AfD joue sur la récupération de l'héritage de 1989. À titre d'exemple, Björn Höcke, lui-même originaire de l'Ouest, a conduit une Simson pendant sa campagne des élections thuringeoise de 2024, la mobylette culte de la RDA – un exercice réitéré par la tête d'affiche actuelle des élections en Saxe-Anhalt, Ulrich Siegmund. Le parti joue donc sur une « Ostalgie⁹ » de l'ancienne RDA, de sa sécurité de l'emploi et de son homogénéité ethnique supposée, comme l'a formulé Björn Höcke en été 2026 : « À l'Est, les gens sont

6. A. Lorenz, L. Vogel, R. Kollmorgen et M. Reiser (dir.), *Die Unterrepräsentation Ostdeutscher in Spitzenpositionen in Deutschland. Dynamik, Ursachen, Handlungsoptionen* [La sous-représentation des Allemands de l'Est aux postes à responsabilité en Allemagne. Dynamique, causes, pistes d'action], Wiesbaden, Springer VS, 2026.

7. S. Mau, *Ungleich vereint. Warum der Osten anders bleibt* [Unis mais inégaux. Pourquoi l'Est reste différent], Berlin, Suhrkamp, 2024.

8. P. Manow, « Un pays profondément déstabilisé. Fragmentation politique et polarisation dans l'Allemagne d'aujourd'hui », *Études de l'Ifri*, Ifri, octobre 2023, disponible sur : www.ifri.org.

9. P. Maurice, « Extrême droite en Allemagne : "L'AfD joue sur un sentiment nostalgique paradoxal" », *La Croix*, 17 septembre 2024, disponible sur : www.la-croix.com.

encore des Allemands¹⁰. » En outre, les slogans comme « *blaue Wende* » (« tournant bleu¹¹ ») de la campagne en Mecklembourg-Poméranie-Occidentale font indéniablement référence à la mobilisation de l'époque qui a conduit à la chute du Mur.

Les élections régionales en Saxe-Anhalt, en Mecklembourg-Poméranie-Occidentale et à Berlin : des aspirations d'alternance politique

La Saxe-Anhalt : un précédent pour la République fédérale ?

Alors que la Saxe-Anhalt ne compte que 1,7 million d'électeurs, la portée politique de cette élection est loin d'être anodine puisqu'elle pourrait déboucher sur une première victoire et l'accession de l'AfD à un exécutif à l'échelle régionale. Cette perspective est d'autant plus significative que l'AfD de Saxe-Anhalt est classée comme une force d'« extrémiste de droite avérée » par l'Office de protection de la Constitution du *Land*. Crédité de 40 à 43 % des voix, le parti pourrait parvenir à doubler son score de 20,8 % obtenu en 2021 et rassembler deux fois plus de voix que la CDU, qui est créditée de 22 à 24 % dans les sondages (voir tableau).

Résultats des dernières élections en Saxe-Anhalt				
	Élections régionales 2021	Élections européennes 2024	Élections fédérales 2025	Élections régionales (sondage CIVEY 01/09/2026)
CDU/CSU	37,1 %	22,8 %	19,2%	22 %
Die Grünen	5,9 %	3,9 %	4,4%	6 %
SPD	8,4 %	8,7%	11,0%	9 %
AfD	20,8 %	30,5%	37,1%	41 %
Die Linke	11,0 %	4,8 %	10,8 %	11 %
FDP	6,4 %	2,5 %	3,1 %	3 %
BSW	-	15 %	11,2 %	4 %

Source : wahlrecht.de, Dawum.

10. Ses propos lui ont valu une salve de critiques au sein même du parti. Voir « AfD-Spitze irritiert über Höcke-Aussage zu Ost- und Westdeutschen » [La direction de l'AfD déconcertée par les propos de Höcke sur les Allemands de l'Est et de l'Ouest], *Die Zeit*, 10 juin 2026, disponible sur : www.zeit.de.

11. Le terme « *Wende* » désigne le processus de basculement et de transformation politique de 1989-1990 et le bleu est la couleur de l'AfD.

Les chances pour l'AfD d'obtenir une majorité absolue restent toutefois très incertaines étant donné qu'elles dépendent directement du nombre de partis qui réussiront à entrer au Parlement : alors que les chances du Parti libéral-démocrate (FDP) sont très limitées, les Verts, le BSW, l'alliance autour de Sahra Wagenknecht, et même le SPD oscillent actuellement autour du seuil minimum de 5 % dans les sondages¹². Ainsi, si deux de ces partis franchissent la barre des 5 %, une majorité absolue de l'AfD devient quasiment impossible ; si aucun n'y parvient, les sièges perdus au profit de partis n'entrant pas au Parlement sont redistribués proportionnellement entre les autres partis, ce qui peut suffire à donner à l'AfD la majorité absolue des sièges sans même une majorité absolue des voix. Dans ce contexte, l'association activiste Compact a lancé une campagne en faveur d'un vote utile de la « deuxième voix » pour les Verts ou le SPD afin d'accroître les chances d'une formation de coalition entre la CDU et ces partis.

Une alternative à un gouvernement composé majoritairement de l'AfD seule serait un gouvernement minoritaire piloté par l'AfD, mais la CDU, le SPD et Die Linke excluent toujours toute coopération, tandis que le BSW pourrait devenir un acteur charnière à l'issue des élections. Sahra Wagenknecht a annoncé que son parti pourrait s'abstenir si jamais un troisième tour d'élection du ministre-président devait être nécessaire et qu'une collaboration ponctuelle pourrait être envisagée en cas d'un gouvernement technique. Selon elle, il n'est pas démocratique de maintenir le cordon sanitaire vis-à-vis d'un parti démocratiquement élu qui rassemble plus de 40 % des voix, même si la présidente du parti, Amira Mohamed Ali, a exclu toute coalition avec l'extrême droite¹³. Cette posture a causé un tollé au sein du nouveau parti, notamment entre le niveau fédéral et les fédérations régionales en Saxe-Anhalt et en Thuringe où le BSW participe encore à une coalition avec la CDU et le SPD¹⁴. De son côté, Ulrich Siegmund revendique lui-même une majorité absolue visant 45 % des voix au minimum et exclut toute coalition¹⁵.

Pour la CDU, cette situation crée un double dilemme. Le parti exclut officiellement toute coopération institutionnelle ou stratégique avec l'AfD comme avec Die Linke, conformément à son « principe d'incompatibilité » (*Unvereinbarkeitsbeschluss*). Alors que la progression de l'AfD rend cette règle de plus en plus difficile à respecter, certains responsables de la CDU remettent également en question l'exclusion de Die Linke.

12. Pour entrer au parlement régional, un parti politique doit recueillir plus de 5 % de secondes voix (*Zweitstimmen*) valides, une clause destinée à éviter la fragmentation du parlement.

13. « BSW-Vorsitzende Mohamed Ali schließt Koalition mit AfD aus » [La présidente du BSW, Mohamed Ali, exclut toute coalition avec l'AfD], *Deutschlandfunk*, 14 août 2026, disponible sur : www.deutschlandfunk.de.

14. H. Rascho et B. Mosebach, « Umgang mit der AfD: Zerreißprobe für das BSW? » [Comment gérer l'AfD : une épreuve décisive pour le BSW ?], *ZDF Heute*, 23 août 2026, disponible sur : www.zdfheute.de.

15. D. F. Sturm, « „Alleinregierung, 45 Prozent plus x“: Ulrich Siegmund verlangt die ganze Macht » [« Gouvernement seul, 45 % plus x » : Ulrich Siegmund revendique le pouvoir absolu], *Tagesspiegel*, 12 août 2026, disponible sur : www.tagesspiegel.de.

Par rapport aux élections précédentes, la CDU ne peut plus profiter d'une prime au sortant, étant donné que le très populaire Reiner Haseloff, ministre-président de 2011 à janvier 2026, ne se représente plus. En 2021, il avait encore réussi à faire progresser la CDU de 29,8 à 37,1 % tandis que l'AfD avait diminué son score de 3,5 points. Son successeur, Sven Schulze, arrivé depuis peu, ne bénéficie ni de la même notoriété ni du même capital politique.

En revanche, le candidat au poste de ministre-président de l'AfD, Ulrich Siegmund, profite d'une cote de popularité grandissante grâce à son image accessible, moderne et modérée qu'il arrive à véhiculer tout en défendant un programme situé très à droite. Âgé de seulement 35 ans et fortement présent sur les réseaux sociaux, notamment auprès des jeunes hommes qui constituent une base électorale importante pour l'AfD, l'ancien membre de la CDU contribue ainsi à la normalisation du parti dans ce *Land*. Il met au premier plan un discours d'espoir, suivant l'adage « *alles ist möglich* » (« tout est possible »), destiné à répondre au malaise de ses partisans en promettant « un retour à l'ancienne Allemagne en toute sécurité » (*altes sicheres Deutschland*). Cela ne l'empêche pas de jouer au jeu de mots mis en scène lors de ses meetings de campagne, où le public scande alternativement « Sieg » et « Mund », une formulation qui reprend certes son nom de famille mais évoque simultanément l'adage naziste d'Adolf Hitler « *Sieg Heil* ». Sa proximité avec l'aile la plus radicale au sein de l'AfD est également devenue apparente lors du dernier congrès du parti à Erfurt en juillet 2026, où Björn Höcke l'a publiquement courtoisé. À cela s'ajoutent ses confidents directs, Laurens Nothdurft et Patrick Harr, tous deux connus pour leur passé au sein de l'organisation de jeunesse néo-nazie Heimattreue Deutsche Jugend, ainsi que Hans-Thomas Tillschneider, député au parlement régional et porte-parole des affaires culturelles, considéré comme membre de l'ancienne « Aile »¹⁶. Il a élaboré le programme et on lui prête des ambitions ministérielles. Ainsi, la fédération de la Saxe-Anhalt combine deux stratégies à la fois : chercher à apparaître comme une force politiquement accessible afin de siphonner le plus de voix des anciens électeurs du CDU, du SPD et de Die Linke suivant une « stratégie de la cravate » et maintenir un profil politique explicitement ethno-nationaliste.

Les difficultés structurelles du *Land* favorisent par ailleurs un discours axé sur la peur d'un avenir incertain et d'un déclin économique potentiel. Comme la plupart de l'Est de l'Allemagne, le *Land* fait face à un déclin démographique très fort (la moyenne d'âge en Saxe-Anhalt est la plus élevée de toute l'Allemagne), à l'appauvrissement de la population (le *Land* affiche le deuxième taux de pauvreté le plus élevé), à l'émigration massive (le *Land* a presque perdu un quart de sa population depuis la fin des années 1990) et à la faiblesse des infrastructures publiques dans les zones rurales. Ces facteurs offrent à l'AfD un terrain favorable pour développer un discours centré sur le sentiment

16. A. Geisler, F. Hillebrand et P. Maxwell, « Der gefährlichste Mann Deutschlands » [L'homme le plus dangereux d'Allemagne], *Der Spiegel*, 13 août 2026, disponible sur : www.spiegel.de.

d'abandon des territoires sur toile de fond de fermetures potentielles d'une part de l'industrie automobile et chimique et d'une implantation avortée du producteur de puces Intel à Magdebourg¹⁷.

Le Mecklembourg-Poméranie-Occidentale : élections à effet domino ?

En Mecklembourg-Poméranie-Occidentale, les rapports de force politiques sont différents de ceux observés en Saxe-Anhalt, même si l'AfD y connaît également une progression fulgurante. Alors qu'elle n'avait recueilli que 16,7 % des voix en 2021, les sondages actuels lui attribuent environ 37 % des suffrages (voir tableau). Le parti sortirait ainsi vainqueur des élections, mais une majorité absolue, potentiellement envisageable en Saxe-Anhalt, lui resterait inaccessible à ce stade. L'AfD entretient une stratégie plus souple que dans d'autres *Länder* car son candidat pour le poste de ministre-président, le député du Bundestag et ancien présentateur radio Leif-Erik Holm, n'exclut pas par principe l'hypothèse d'une coalition si la CDU finissait par s'y résoudre¹⁸. Enfin, il espère également un effet domino en provenance de Saxe-Anhalt : si l'AfD accède au gouvernement dans ce *Land*, cette dynamique pourrait notamment s'étendre au Mecklembourg-Poméranie-Occidentale. Dans ce *Land*, la fédération régionale de l'AfD est, contrairement aux autres fédérations régionales de l'Est de l'Allemagne, classée par l'Office de la protection de la Constitution comme « cas suspect » et non comme force d'« extrémiste de droite avéré »¹⁹. Leif-Erik Holm y défend également une conception moins marquée par une approche ethno-nationaliste même s'il est entouré par d'autres personnes de la fédération comme Dario Seifert, secrétaire général, qui a eu des liens avec l'organisation de jeunesse du NPD (*Junge Nationaldemokraten*)²⁰.

Le principal défi pour l'AfD en Mecklembourg-Poméranie-Occidentale reste la ministre-présidente sortante Manuela Schwesig (SPD), en poste depuis 2017 et très populaire. Malgré le recul du SPD au niveau fédéral, crédité de seulement 12,5 % des intentions de vote actuellement, elle peut encore compter sur 28 % (même si elle obtenait 39,6 % des électeurs en 2021).

17. J.-N. Reiche, « Modellprojekt Sachsen-Anhalt. Die AfD vor der Macht und der Spielraum der Demokraten » [Projet pilote en Saxe-Anhalt. L'AfD au pouvoir et la marge de manœuvre des démocrates], *Blätter für deutsche und internationale Politik*, n° 7/2026, p. 46-52.

18. G. Repinski, « Ein Spaziergang mit Leif-Erik Holm » [Une promenade avec Leif-Erik Holm], Berlin Playbook Podcast, *Politico*, 21 février 2026, disponible sur : www.politico.eu.

19. U. Roll, « Das ist in Ostdeutschland einmalig: AfD in MV wieder nicht als „gesichert rechtsextrem“ eingestuft » [C'est une première en Allemagne de l'Est : l'AfD n'est à nouveau pas classée comme « clairement d'extrême droite » dans le Mecklembourg-Poméranie-Occidentale], *Nordkurier*, 11 juin 2026, disponible sur : www.nordkurier.de.

20. « AfD MV wählt Dario Seifert zum Generalsekretär » [L'AfD de Mecklembourg-Poméranie occidentale élit Dario Seifert au poste de secrétaire général], *Die Zeit*, 30 mai 2026, disponible sur : www.zeit.de.

Résultats des élections régionales et fédérales à Mecklenbourg-Poméranie-Occidentale				
	Élections régionales 2021	Élections européennes 2024	Élections fédérales 2025	Élections régionales 2026 (sondage FORSA 02/09/2026)
CDU/CSU	13,3 %	21,5 %	17,8 %	10 %
Die Grünen	6,3 %	4,8 %	5,4 %	5 %
SPD	39,6 %	10,3 %	12,4 %	28 %
AfD	16,7 %	28,3 %	35 %	37 %
Die Linke	9,9 %	4,9 %	12 %	11 %
FDP	5,8 %	2,6 %	3,2 %	-
BSW	-	16,4 %	10,6 %	4 %

Source : wahlrecht.de, *Dawum*.

Le SPD conserve ainsi une base électorale susceptible de lui permettre de rester à la tête du gouvernement, même si Manuela Schwesig souligne en permanence qu'elle défend ses positions pour le SPD du *Land* uniquement. Elle mène une véritable campagne « anti-AfD » en soulignant que le parti serait non seulement un danger pour la démocratie mais également pour le développement économique, tandis que Leif-Erik Holm, économiste de formation, brandit le principe d'un retour au modèle de l'économie sociale de marché. Selon lui, le gouvernement actuel SPD/Die Linke aurait poursuivi une économie planificatrice trop rigide et trop coûteuse.

Une poursuite de coalition entre le SPD et Die Linke paraît peu probable, faute de majorité parlementaire, et les configurations possibles dépendront notamment du score des petits partis, en particulier des Verts, qui risquent de ne pas franchir le seuil d'entrée au *Landtag*.

Berlin : la course à l'échalote pour la première place

Les élections à la Chambre des députés à Berlin se tiennent le 20 septembre 2026²¹, simultanément à celles du Mecklenbourg-Poméranie-Occidentale. À moins d'un mois des élections, le rapport de force entre les partis apparaît particulièrement incertain. La compétition pour la première place se joue principalement entre Die Linke et la CDU. Die Linke, conduite par Elif Eralp, candidate populaire incarnant un profil jeune, moderne, multiculturel mais plus radical, arriverait en tête avec 20 %, devant la CDU (voir tableau). Une victoire de Die Linke constituerait un tournant historique : jamais un parti de gauche radicale n'a dirigé le gouvernement de Berlin.

21. Les élections régionales se sont tenues en 2021, mais en raison de graves dysfonctionnements organisationnels, un nouveau scrutin a eu lieu en 2023. Cependant, la législature n'a pas été remise à zéro ; c'est donc conformément au calendrier prévu à l'origine que les nouvelles élections doivent se tenir en 2026.

Résultats des élections régionales et fédérales à Berlin				
	Élections régionales 2021	Élections européennes 2024	Élections fédérales 2025	Élections régionales 2026 (sondage CIVEY 31/08/ 2026)
CDU	18,0 %	17,6 %	18,3 %	19 %
Die Grünen	6,3 %	19,6 %	16,8 %	15 %
SPD	21,4 %	13,2 %	15,1 %	13 %
AfD	8,0 %	11,6 %	15,2 %	18 %
Die Linke	14,1 %	7,3 %	19,9 %	20 %
FDP	7,1 %	4,3 %	3,8 %	4 %
BSW	-	8,7 %	6,7 %	4 %

Source : wahlrecht.de, *Dawum*.

Cette dynamique se heurte toutefois à la question de la faisabilité d'une coalition, notamment en raison de divergences de programme avec le SPD, notamment sur la question du logement et des loyers²². Cependant, le gouvernement de gauche associant Die Linke, les Verts et le SPD constitue l'un des scénarios possibles. Pour la CDU, le changement de tête de liste, après le retrait de Kai Wegner à la suite des critiques suscitées par sa gestion de la crise liée à la panne d'électricité de janvier, a néanmoins permis au Parti démocrate-chrétien de se redresser dans les sondages. Un gouvernement associant CDU, SPD et Verts, dit « coalition Kenya », permettrait aux chrétiens-démocrates de conserver la direction de la mairie.

L'AfD constitue enfin un cas particulier. Alors que le parti progresse également à Berlin, elle ne prétend pas à une prise de pouvoir comme dans les deux autres *Länder*. Sa progression pourrait surtout compliquer davantage la mise en place de coalitions, sans pour autant faire de l'accès au pouvoir une perspective réaliste à court terme. Ici, l'AfD apparaît d'une manière moins radicale (le parti n'y est pas classé comme une force extrémiste de droite), ce qui explique le choix de sa tête d'affiche, Kristin Brinker, qui se considère comme une « conservatrice bourgeoise ». L'AfD devrait consolider ses positions dans ses bastions traditionnels à l'Est comme à Lichtenberg et à Marzahn-Hellersdorf où elle est même passée en tête lors des dernières élections fédérales, avec un score de 31,2 %. C'est seulement à Berlin-Ouest que les Verts affichent encore des scores beaucoup plus élevés que dans les autres *Länder* de l'Est et que l'AfD obtient souvent moins de 10 % des voix comme à Charlottenburg-Wilmersdorf ou à Steglitz-Zehlendorf. Mais contrairement aux autres *Länder* de l'ex-RDA où Die Linke fait un score de plus en plus faible, le parti

22. « Linke-Chefin macht Enteignung zur Koalitionsbedingung: Krach weist Forderung zurück: „Mit der SPD jedenfalls nicht“ » [La présidente du parti Die Linke fait de l'expropriation une condition à la formation d'une coalition : Krach rejette cette exigence : « En tout cas, pas avec le SPD »], *Tagesspiegel*, 6 août 2026, disponible sur : www.tagesspiegel.de.

reste présent dans les arrondissements de Berlin-Est comme à Köpenick où il avait fait 21,7 % en 2025 ou à Lichtenberg avec 23,5 contre 22,4 % pour l'AfD²³. Ceci pourrait certainement s'expliquer par un électorat plus urbain et plus cosmopolite (Berlin affiche un taux d'étrangers à hauteur de 25 % contre 8 à 9 % dans les deux autres *Länder*)²⁴. En même temps, un sentiment d'être marginalisé à la périphérie, comme dans les milieux plus ruraux de l'ex-RDA peut expliquer un vote en faveur des deux extrêmes, l'AfD et Die Linke, qui font campagne sur les inégalités, le logement et le coût de la vie.

Que signifierait une victoire électorale au niveau régional de l'AfD ?

L'AfD présente en Saxe-Anhalt comme en Mecklembourg-Poméranie-Occidentale son programme comme un véritable programme de *gouvernement* alors qu'il se contente (encore) d'un rôle de force d'opposition à Berlin. Mais dans les trois programmes, la réduction de l'immigration occupe une place centrale. Les trois programmes reprennent le vocabulaire de la « remigration », terme qui reste volontairement ambigu. En Saxe-Anhalt, le programme parle explicitement d'une « culture d'expulsions » pour les migrants en situation irrégulière, remet en cause la séparation entre détention administrative et carcérale, veut arrêter « l'industrie de l'asile et de l'intégration » et obliger les demandeurs d'asile à travailler²⁵. En Mecklembourg-Poméranie-Occidentale, l'AfD veut faire un état des lieux sur la part des étrangers parmi les délinquants et mettre en place une *task force* s'apparentant au modèle américain du Service de l'immigration et des douanes (ICE). Des juristes ont montré qu'une partie importante des mesures migratoires avancées par l'AfD n'est pas applicable au niveau du *Land* ou contredirait le droit en vigueur. Au lieu de faire venir des travailleurs qualifiés de l'étranger pour faire face au manque de main-d'œuvre croissant, l'AfD mise sur l'idée d'un retour massif des Allemands qui ont quitté le territoire, en supposant que leur départ est dû aux conditions politiques et économiques du pays²⁶.

Le parti a pour but de transformer durablement l'appareil d'État, l'école, la culture et le paysage médiatique. En Saxe-Anhalt, le parti pourrait constituer une minorité de blocage lui permettant d'empêcher la nomination de juges constitutionnels et de s'opposer à certaines réformes de la Constitution du *Land*. L'AfD mène un combat culturel contre les « anciens partis » (*Altparteien*) contre lesquels elle agit comme une « force protectrice conservatrice bourgeoise qui préserve [l']identité culturelle et les traditions ainsi que la prospérité durement acquise²⁷ ». L'AfD veut réorienter la culture, l'école et les

23. *Bundeswahlleiterin*, disponible sur : www.bundeswahlleiterin.de.

24. « Ausländische Bevölkerung nach Bundesländern. Ausländische Bevölkerung am 31.12.2025. » [Population étrangère par Land. Population étrangère au 31 décembre 2025], Statistisches Bundesamt, disponible sur : www.destatis.de.

25. « Das Land zuerst. Regierungsprogramm der AfD Sachsen-Anhalt zur Landtagswahl 2026 », *Landesverband Sachsen-Anhalt*, p. 46, disponible sur : <https://afd-lsa.de>.

26. *Ibid.*, p. 26.

27. Voir le programme d'action de la fédération AfD Mecklembourg-Poméranie-Occidentale, *op. cit.*

subventions publiques vers une conception ethno-nationale de l'identité dite « allemande ». Le parti entend résilier le traité culturel et médiatique, une mesure qui pourrait fragiliser l'indépendance des médias publics régionaux. Les associations de défense des minorités ou d'intégration sont directement visées. Les institutions culturelles devraient être soutenues seulement si elles contribuent à une « promotion de l'identité allemande », ce qui dérogerait au droit constitutionnel de la liberté d'expression et artistique. Hisser le drapeau allemand devant les bâtiments publics et les écoles figure parmi les priorités à mettre en place lors des 100 premiers jours en cas de prise de pouvoir, une mesure d'abord hautement symbolique (voir ci-dessous).

Synthèse des plans d'action des 100 premiers jours en cas de prise de pouvoir de l'AfD

Saxe-Anhalt	Mecklenbourg-Poméranie-Occidentale
1 Résilier le contrat d'audiovisuel public	1 Contrôle de caisse pour un nouveau budget
2 Renforcer massivement les expulsions de personnes déboutées du droit d'asile	2 Réduire les dépenses administratives
3 Instaurer une obligation de travailler pour les demandeurs d'asile	3 Résilier le contrat d'audiovisuel public
4 Supprimer les financements promouvant la démocratie, la société civile, les fondations politiques	4 Interdire l'écriture genrée par décret
5 Soutenir financièrement le permis de conduire des apprentis	5 Supprimer la loi de conventions collectives
6 Créer des classes scolaires séparées pour les enfants sans titre de séjour permanent	6 Baisse de l'impôt sur les mutations foncières
7 Hisser le drapeau allemand à toutes les écoles, enlever le drapeau « arc-en-ciel » promouvant les droits homosexuels	7 Mettre en place une commission d'enquête sur la gestion du gouvernement régional de la crise Covid
8 Lancer une campagne « penser à l'allemande », interdire l'écriture genrée	8 Hisser le drapeau allemand à toutes les autorités du Land
9 Réduire le nombre de ministères, réduire les dépenses administratives	9 Faire un état des lieux de la criminalité des étrangers
10 Mettre en place une commission d'enquête sur la gestion du gouvernement régional de la crise Covid	10 Equiper les forces de l'ordre en pistolets à impulsion électrique
	11 Arrêter l'expansion d'éoliennes
	12 Mettre en place le principe des prestations en nature pour les demandeurs d'asile « lit, pain, savon »
	13 Créer des centres régionaux de départ pour faciliter les expulsions
	14 Réduire le nombre de personnel dans l'administration pour le déployer dans les écoles
	15 Introduire une clause de démocratie, arrêter les subventions pour les « extrémistes de gauche »

Source : « 100 Tage für Sachsen-Anhalt. Was wir sofort tun werden », AfD Landesverband Sachsen-Anhalt, disponible sur : <https://afd-lsa.de>; « Unser 100 Tage Programm. Die ersten Maßnahmen einer AfD-Regierung », AfD Landesverband Mecklenburg-Vorpommern, disponible sur : <https://afd-mv.de>. Synthèse et traduction par l'autrice.

C'est toutefois en Saxe-Anhalt que la dimension de la réécriture historique et éducative apparaît la plus développée. Le programme y propose une inflexion profonde des contenus scolaires, de la mémoire historique et de l'accès au lycée. Il veut favoriser l'enseignement à domicile et promouvoir une vision plus positive de la nation allemande au détriment de la centralité accordée aux crimes du national-socialisme. Ce volet du programme dessine un projet de transformation profonde de l'identité collective et du récit national, bien au-delà des seules questions migratoires et sécuritaires.

Perspectives : répercussions au niveau fédéral

Une prise de pouvoir de l'AfD en Saxe-Anhalt entraînerait des répercussions qui dépasseraient largement le cadre régional. Le principal risque résiderait dans l'utilisation stratégique des compétences du *Land* pour consolider le pouvoir et normaliser des

pratiques politiques incompatibles avec les principes de l'état de droit. Une victoire de l'AfD pourrait ainsi transformer le *Land* en « laboratoire » politique, susceptible d'affecter la culture démocratique et les institutions au-delà de la Saxe-Anhalt²⁸. Elle pourrait démontrer que la prise de contrôle d'un exécutif régional est politiquement possible et fournir un modèle organisationnel et discursif susceptible d'être reproduit ailleurs, renforçant ainsi la normalisation du parti.

Avec une cote de popularité au plus bas, Friedrich Merz fait face à des critiques allant jusqu'à remettre en question son maintien à la chancellerie. Pour le SPD, le paradoxe reste de participer à presque tous les gouvernements régionaux malgré des scores en recul – un schéma qui pourrait se répéter en Mecklembourg-Poméranie-Occidentale grâce à la seule popularité de Manuela Schwesig, malgré une AfD en tête. Les alliances « anti-AfD », par les concessions qu'elles imposeront entre CDU, SPD, Verts et Die Linke, risquent de faire pencher les gouvernements à gauche tout en éloignant davantage la CDU de ses électeurs conservateurs. Aucune stratégie efficace n'a encore émergé pour contenir la progression de l'extrême droite, à l'Est comme à l'Ouest. Ces scrutins mesureront ainsi la solidité du « cordon sanitaire » face à l'AfD, dans ce qui s'annonce comme un véritable test pour la démocratie allemande.

Jeanette Süß est chercheuse au Comité d'études des relations franco-allemandes (Cerfa) à l'Institut français des relations internationales (Ifri), où elle travaille en particulier sur l'Union européenne et les relations franco-allemandes.

Comment citer cette publication :

Jeanette Süß, « Entre protestation et conquête du pouvoir : l'AfD à l'approche des élections régionales à l'Est », *Briefings de l'Ifri*, Ifri, 3 septembre 2026.

ISBN : 979-10-373-1264-8

Les opinions exprimées dans ce texte n'engagent que la responsabilité de l'auteur.

© Tous droits réservés, Ifri, 2026

Couverture : © Achim Wagner/Shutterstock.com

28. J.-N. Reiche, « Modellprojekt Sachsen-Anhalt », *op. cit.*



27 rue de la Procession
75740 Paris cedex 15 – France

Ifri.org

